

VU Research Portal

La « frontiérisation » de Lampedusa. Comment se construit une frontière

Cuttitta, P.

published in

L'Espace Politique

2015

DOI (link to publisher)

[10.4000/espacepolitique.3336](https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3336)

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Cuttitta, P. (2015). La « frontiérisation » de Lampedusa. Comment se construit une frontière. *L'Espace Politique*, 9(1). <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3336>

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

25 | 2015 :

Lampedusa, îles méditerranéennes, frontières et migrations + Varia

Lampedusa, îles méditerranéennes, frontières et migrations

La « frontiérification » de Lampedusa, comment se construit une frontière

The "borderization" of Lampedusa, how to produce a border

PAOLO CUTTITTA

Résumés

Français English

Comment Lampedusa peut-elle « faire frontière » au point d'être devenue l'emblème de la frontière euro-africaine ? En fait, transformer un lieu en frontière, modifier la signification symbolique ou le rôle pratique d'un lieu sur la frontière, est toujours le résultat d'actes précis. Ce texte illustre les principaux actes qui ont déterminé la « frontiérification » de Lampedusa, créant la frontière Lampedusa et augmentant son taux de « frontiérification ». L'analyse porte, entre les années 1990 et 2011, sur des choix spécifiques du législateur italien, sur l'évolution des rapports avec les pays nord-africains, sur les pratiques de contrôle et de gestion des frontières. A partir de 2002, la canalisation des arrivées vers l'île et la concentration des activités de gestion de ces arrivées sur l'île consolident un « système Lampedusa ». La « frontiérification » de l'île est aussi amplifiée par la production de situations d'urgence, d'urgence qui culmine durant la crise de 2011, quand l'île est transformée en centre de détention à ciel ouvert.

Why did Lampedusa become the quintessential embodiment of the Euro-African border? This paper starts from the assumption that the border is always a social product, and that turning a place into a border, or transforming the symbolic and practical role of a border place, is always the result of specific social acts. The paper analyses the most important acts that determined the "borderization" of Lampedusa, by creating the Lampedusa border and increasing its degree of "borderiness", in the period between the 1990s and 2011. The research focuses on specific choices of the Italian legislator, on the relations with North-African countries, and on the

practices of border control and management (such as the establishment of a detention centre, the choice to systematically divert migrants to Lampedusa and to concentrate professionalized reception activities on the island). The “borderization” process is further fostered through the production of artificial emergencies, culminating in the 2011 crisis, during which the whole island is turned into an open-air camp.

Entrées d'index

Mots-clés : Lampedusa, Italie, frontiérification, frontiérification, Méditerranée, migrations irrégulières

Keywords : Lampedusa, Italy, borderness, borderization, Mediterranean, irregular migration

Notes de l'auteur

Ce texte est publié dans le cadre du programme « Médimurs. Effets du renforcement de la frontière européenne en Méditerranée », soutenu par le Conseil régional d'Aquitaine et Sciences Po Bordeaux (Centre Emile Durkheim), 2011-2015. La traduction est d'Evelyne Ritaine. Une première version de ce texte est parue dans P. Cuttitta, *Lo spettacolo del confine. Lampedusa tra produzione e messa in scena della frontiera*, Milan, Mimesis, 2012.

Texte intégral

Introduction

- 1 Depuis des années, l'île de Lampedusa semble incarner l'idée même de frontière. Son nom est définitivement lié aux images de « débarquements », de « clandestins » et de « tragédies en mer », souvent évoquées par les médias et commentées par les acteurs politiques. De nouveau, au milieu de l'année 2013, deux événements exceptionnels - la visite du Pape François le 8 juillet et la tragique disparition de 366 personnes le 3 octobre, à quelques centaines de mètres des côtes de l'île - ont attiré l'attention du monde entier sur Lampedusa, confirmant ainsi son rôle - qui n'est pas seulement symbolique mais aussi pratique - de frontière par excellence.
- 2 En effet, si l'on essaie simplement de faire la liste des principales questions qui, ces dernières années, ont animé le débat sur le contrôle de l'immigration et des frontières (aussi bien dans le monde académique que dans le monde politique), Lampedusa en est un observatoire privilégié. Qu'il s'agisse de mesurer le volume réel de l'immigration irrégulière par mer ou le nombre de personnes décédées lors de tentatives de franchissement des frontières européennes ; d'étudier les changements des routes ou les développements de la coopération entre pays de destination, pays d'origine et pays de transit pour le contrôle des mouvements migratoires ; de vérifier le respect des droits humains ou de mettre en lumière la subjectivité des migrants (Casas-Cortes et al., 2014, pp.29-31) ; d'analyser les pratiques en matière d'asile ou la nature et le fonctionnement des centres de rétention ; d'affronter le thème de la criminalisation de l'immigration irrégulière ou celui de la *multi-level governance* des migrations (Caponio et Zincone, 2006) : quelle que soit la perspective choisie, Lampedusa apparaît comme un champ de recherche idéal pour observer le croisement (et les dynamiques qui jaillissent de ce croisement) entre ces deux phénomènes en miroir que sont les migrations d'une part, le contrôle des frontières d'autre part.
- 3 Comment Lampedusa peut-elle « faire frontière » au point d'être devenue l'emblème de la frontière euro-africaine ? Certes, le degré de « frontiérification »¹ d'un lieu déterminé

dans un contexte historique donné est toujours, du moins dans une certaine mesure, fonction de sa localisation géographique. En ce sens, il n'est pas étonnant que Lampedusa soit plus « frontière » que tant d'autres lieux aux confins de l'Italie et de l'Union européenne, plus éloignés des pays tiers et des routes migratoires. Le seul contexte géographique et historique ne suffit pas, cependant, à expliquer pourquoi Lampedusa « fait plus frontière » que, par exemple, les côtes de la Calabre orientale ou de la Sicile méridionale, voire que Pantelleria, autre île sicilienne encore plus proche de l'Afrique.

- 4 Pour répondre à cette question, il faut rappeler que « la frontière n'est pas un fait spatial avec des effets sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale » (Simmel, 1999, p.607). Les *Border Studies* contemporaines, elles-mêmes, visent à dénaturiser les frontières, en concentrant leur attention sur les processus de construction de celles-ci (Van Houtum, Van Naters, 2002), en considérant que « toutes les frontières sont un produit de l'histoire et de la société » (Dell'Agnese, 2005, p.102).
- 5 En fait, transformer un lieu en frontière, modifier la signification symbolique ou le rôle pratique d'un lieu sur la frontière, est toujours le résultat d'actes précis. Ce texte illustre les principaux actes qui ont déterminé la « frontiérification » de Lampedusa, créant la frontière Lampedusa et augmentant son taux de « frontiérification »².
- 6 L'analyse porte, entre les années 1990 et 2011, sur les choix spécifiques du législateur italien, sur l'évolution des rapports avec les pays nord-africains, sur les pratiques de contrôle et de gestion des frontières. On remarque que, à partir de 2002, la canalisation des arrivées vers l'île et la concentration des activités de gestion de ces arrivées sur l'île consolident un « système Lampedusa ». La « frontiérification » de l'île est aussi amplifiée par la production de situations d'urgence, urgence qui culmine durant la crise de 2011 (l'année des Printemps arabes), quand l'île est transformée en centre de détention à ciel ouvert. A partir de ce moment, pour toute l'Europe, Lampedusa devient synonyme de frontière³.

Aux origines de la « frontiérification » de Lampedusa

- 7 Les racines de l'actuelle « frontiérification » de Lampedusa se trouvent, tout d'abord, dans les premières mesures de restriction de l'immigration, adoptées en Italie à partir de 1990, à la fois en raison de l'intensification du phénomène migratoire⁴ dans le pays et de la conclusion et de la mise en œuvre des accords de Schengen⁵ : en 1990, année de l'adhésion de l'Italie aux accords, fut adoptée la première loi organique en matière d'immigration (la deuxième devant être approuvée immédiatement après l'entrée en vigueur de ces accords)⁶.
- 8 Il suffit alors de rappeler les mesures concernant les deux instruments les plus classiques de contrôle de l'immigration. La première est l'imposition du visa obligatoire pour les ressortissants de la plupart des pays extracommunautaires. La seconde est l'imposition de sanctions aux transporteurs (compagnies de transport aérien, terrestre ou maritime) qui introduisent dans un pays des passagers dépourvus des documents requis pour l'entrée sur le territoire. Ces deux mesures font naître le phénomène de l'immigration irrégulière tel que nous le connaissons aujourd'hui.
- 9 Il faut souligner que, si les immigrants qui choisissent de s'embarquer pour Lampedusa n'étaient pas soumis à l'obligation de visa, ils pourraient, dans bien des cas, voyager simplement avec leur passeport et rejoindre directement le pays européen où

ils souhaiteraient se rendre. L'entrée irrégulière n'existerait donc pas, sinon pour ceux qui ne seraient pas en mesure d'obtenir un passeport auprès des autorités de leur propre pays. Ceux qui voudraient rejoindre l'Europe pour y demander l'asile, y chercher du travail ou rejoindre leurs proches, - ou tout simplement découvrir l'Europe ! -, pourraient alors le faire en empruntant des moyens de transport réguliers, à des tarifs plus avantageux, plus rapidement et en relative sécurité. Ils prendraient un bateau pour Trapani ou pour Marseille, un avion pour Londres ou Paris, mais en aucun cas ils ne passeraient par Lampedusa.

10 De plus, les compagnies de transport, dans la mesure où elles ne craindraient pas d'encourir des sanctions, continueraient à accueillir à bord, et à conduire à destination, tous ceux qui auraient acheté un billet. Au contraire, désormais, les compagnies de transport ont été transformées en auxiliaires des autorités des pays de destination, et leurs employés en gardes-frontière en civil, avec une importante différence (au détriment des migrants) : alors que les gardes-frontière ne peuvent pas (du moins en théorie, selon les normes du droit international, qui, de fait, sont souvent ignorées) empêcher l'entrée à qui prétend demander l'asile, les compagnies de transport ne sont pas légalement tenues d'accueillir à bord ceux qui expriment une telle volonté.

11 Sans l'adoption de ces mesures, en somme, les migrations irrégulières seraient presque inexistantes, et Lampedusa ne serait donc que l'île la plus méridionale de l'Italie, et non le symbole de la frontière euro-africaine.

Concentrer les migrants, concentrer la frontière

Les rapports avec la Tunisie et la Libye

12 Dans le tableau ci-dessous, une donnée est révélatrice. La part des migrants débarqués à Lampedusa sur le total des migrants recensés sur l'ensemble du territoire sicilien, bien que n'étant pas négligeable, demeure minoritaire jusqu'à la fin 2001 : à peine supérieure à 18% en 1999, elle est inférieure à 17% les deux années suivantes. En 2002 intervient une accentuation inattendue, quand le taux dépasse les 53%. L'écart est impressionnant : plus de 36 points de pourcentage supplémentaires en une année. Le phénomène va s'accroître et se confirmer ensuite : de 2003 à 2008 (quand il frôle les 89%), la part des débarquements à Lampedusa sur le total des débarquements en Sicile demeure en permanence supérieure à 60%. La brusque diminution enregistrée dans les années 2009 et 2010 est due aux reconduites effectuées depuis le Canal de Sicile vers la Libye (voir plus loin).

Tableau 1 : Migrants irréguliers arrêtés aux frontières maritimes italiennes

Année	Lampedusa	Total Sicile	% Lampedusa sur total Sicile	Total Italie	% Lampedusa sur total Italie
1999	356	1.973	18,04%	49.999	0,71%
2000	447	2.782	16,07%	26.817	1,67%
2001	923	5.504	16,77%	20.143	4,58%
2002	9.669	18.225	53,05%	23.719	40,76%
2003	8.819	14.017	62,92%	14.331	61,54%
2004	10.497	13.594	77,22%	13.635	76,99%
2005	14.855	22.824	65,08%	22.939	64,76%
2006	18.096	21.400	84,56%	22.016	82,19%
2007	11.749	16.875	69,62%	20.455	57,44%
2008	30.657	34.541	88,76%	36.952	82,96%
2009	2.947	8.282	35,58%	9.573	30,78%
2010	459	1.264	36,31%	4.406	10,42%
2011	51.753	57.181	90,51%	62.692	82,55%
2012	5.202	8.488	61,29%	13.267	39,21%
2013	14.753	37.886	38,94%	42.925	34,37%
2014	4.194	120.239	3,49%	170.081	2,47%

Tableau réalisé à partir des données du Ministère de l'intérieur

13 Face à de telles données⁷, on pourrait penser que ce phénomène est l'effet d'une augmentation des départs depuis les côtes libyennes (à partir desquelles il est plus aisé de rejoindre Lampedusa que les autres côtes siciliennes). On pourrait aussi penser que l'augmentation des départs depuis la Libye est due à une augmentation des départs de migrants subsahariens. Les données officielles disponibles, pourtant, ne confirment pas ces suppositions. En 2001, arrivent sur les côtes siciliennes (à cette date les données concernant spécifiquement Lampedusa ne sont pas disponibles) 679 ressortissants de pays subsahariens (sur un total de 5504 arrivées) ; en 2002, le nombre passe à 5385 (sur 18225 arrivées). A l'augmentation en valeur absolue s'associe, en outre, une augmentation en termes relatifs (la part des migrants subsahariens sur l'ensemble des migrants débarqués en Sicile passe de 12,34% à 29,55%). La non disponibilité des données spécifiques à Lampedusa n'empêche pas de tirer une conclusion significative : même si les ressortissants subsahariens arrivés en Sicile en 2002 avaient *tous* débarqué à Lampedusa, et s'ils étaient tous partis de Libye, leur seul nombre ne suffirait pas à expliquer l'augmentation relative des débarquements à Lampedusa par rapport au total des débarquements en Sicile. En somme ces deux sous hypothèses paraissent non fondées : la presse rapporte non seulement qu'en 2002 une partie des Subsahariens arrivent sur les côtes siciliennes (Repubblica.it, 2002b), mais aussi que beaucoup d'entre eux continuent de partir de Tunisie (Repubblica.it, 2002a). Ainsi, apparaît-il encore plus évident que les deux causes intuitivement considérées comme responsables de l'augmentation relative des débarquements à Lampedusa par rapport au total des débarquements en Sicile ne sont pas les causes réelles.

14 Du reste, les premiers Subsahariens arrivent sur les côtes siciliennes dès les années 90, même s'ils sont bien moins nombreux que les Maghrébins. Dans ces années, les

Subsahariens partent, comme les Maghrébins, des côtes tunisiennes. Ces côtes sont, en effet, plus proches que les côtes libyennes de Lampedusa, de l'île de Pantelleria et de la Sicile. De plus, en Tunisie il existe déjà des organisations qui se chargent d'organiser les traversées. Les départs depuis la Libye (et les arrivées de Subsahariens) augmentent, certes, dans les premières années, mais pas au point d'expliquer la très forte augmentation de 2002 ; de plus cette augmentation ne peut être considérée comme une fatalité. Au contraire, les causes qui la produisent sont toutes plus ou moins directement liées à l'action du gouvernement italien.

15 Une première cause pourrait être la conclusion, durant l'été 1998, du premier accord de réadmission avec la Tunisie (Cuttitta, 2006). Par cet accord, le gouvernement de Ben Ali s'engage à réadmettre sur son territoire non seulement ses propres ressortissants qui sont entrés ou ont séjourné illégalement en Italie, mais aussi les ressortissants d'autres pays (sauf ceux des pays du Maghreb) qui ont rejoint illégalement l'Italie en traversant le territoire tunisien. Ceci a pour conséquence d'intensifier la persécution des Subsahariens en Tunisie. Auparavant déjà, les migrants « africains » (comme les nomment habituellement les Nord-Africains) étaient victimes, dans le pays de Ben Ali, de vexations et de déportations expéditives vers les pays voisins. Mais la formalisation de l'obligation de réadmission des personnes illégalement arrivées en Italie depuis la Tunisie a évidemment poussé les autorités tunisiennes à accentuer l'action répressive contre les migrants non maghrébins (Del Grande, 2007, p.116-120). Dans ces conditions, la Libye - qui pourtant n'est pas un pays hospitalier pour les « Africains » - a commencé à devenir une alternative sérieuse pour organiser un départ vers l'Italie.

16 Le changement de politique du gouvernement italien dans ses rapports diplomatiques avec la Libye est, certainement, une seconde cause. Le Ministre des affaires étrangères italien Lamberto Dini rencontre, le 4 juillet 1998, son homologue libyen Omar Mustafa El-Muntasser et exprime au nom de l'Italie, et pour la première fois, le « regret pour les souffrances causées au peuple libyen du fait de la colonisation » (Air.it, 1998a) ; parmi les propositions de collaboration entre les deux pays se trouve le projet d'une coopération dans le secteur « de la prévention et de la lutte contre l'immigration clandestine » (Air.it, 1998b). C'est le prélude à l'accord de coopération policière signé par les deux pays en 2000 et à la mise en place d'une coopération effective. Kadhafi a ainsi en main un joker qu'il utilisera avec habileté dans le jeu diplomatique avec l'Italie : la carte « migrations irrégulières » devient le moyen de faire fructifier l'amitié avec l'ex-puissance coloniale et d'obtenir des bénéfices économiques et politiques aussi bien pour l'Italie que pour l'Europe (Cassarino, 2010 ; Paoletti, 2010). Le leader libyen n'hésite pas, en fonction de ses intérêts, à alléger ou à renforcer les contrôles, à favoriser ou à empêcher les départs depuis ses côtes. Au début de la décennie en particulier, il fait pression sur l'Italie en vue d'obtenir de l'Union européenne la levée de l'embargo contre la Libye. Cet objectif est atteint fin septembre 2004, et ce n'est qu'alors qu'il accepte de réadmettre sur son territoire des milliers de migrants embarqués depuis la Libye : ainsi commencent les expulsions de 2004-2006⁸. Le chantage du Colonel continue ensuite. Il s'agit désormais d'obtenir de l'Italie des compensations convenables pour la période coloniale : c'est chose faite avec la ratification en février 2009, par le Parlement italien, du traité d'amitié d'août 2008 (Ronzitti, 2009). En 2011 enfin, alors qu'il subit l'attaque militaire de l'OTAN, Kadhafi fait partir, en guise de représailles contre l'Italie et l'Europe, des dizaines de milliers de migrants « africains », allant jusqu'à les faire embarquer de force par les militaires (Fortresseurope.blogspot.it, 2011). Ainsi l'Italie a-t-elle mis un joker entre les mains de Kadhafi : pendant plus d'une décennie, il saura utiliser la carte des migrations irrégulières pour en tirer le maximum d'avantages.

Le « système » Lampedusa

- 17 Ces remarques permettent de comprendre comment Lampedusa a pu devenir le lieu de débarquement privilégié durant la dernière décennie. Elles ne suffisent pas, cependant, à expliquer à elles seules la très forte augmentation des débarquements en 2002. Il y a d'autres explications à ce phénomène.
- 18 La première (et la plus évidente) est l'évolution de la capacité d'accueil de Lampedusa. Au début des années 90, quand les débarquements sont encore peu nombreux et sporadiques, il n'existe sur l'île aucune structure d'accueil des migrants. Le système des patrouilles et, plus généralement, celui des contrôles ne sont pas encore développés, et souvent les migrants arrivent sur l'île par eux-mêmes et sans que personne ne s'en aperçoive. Ils cherchent alors refuge où ils peuvent, la plupart du temps dans des maisons abandonnées ou sans surveillance. Même lorsque leur arrivée est repérée ou lorsqu'ils sont secourus par les autorités, ils sont ensuite abandonnés à leur sort, ou tout au plus accueillis dans un refuge improvisé. La fourniture de nourriture et de vêtements est laissée à la bonne volonté des habitants et des institutions civiles et religieuses du lieu. Dans tous les cas, la durée du séjour sur l'île est courte : la plupart des migrants réembarquent dans les vingt-quatre heures sur le premier ferry pour la Sicile. Ils n'ont aucune raison de s'attarder et personne n'a intérêt à ce que leur séjour se prolonge.
- 19 Au milieu des années 1990, les arrivées s'intensifient : en 1995, on compte 55 débarquements pour un total de 1227 personnes. L'année suivante, les débarquements sont 70 pour 2778 personnes. C'est alors qu'est ouvert, dans une vieille caserne, le premier centre d'accueil, d'une capacité de 186 places. Les transferts continuent à être immédiats. Cependant, quand en 1998 la loi Turco-Napolitano introduit la détention administrative dans le droit italien, le centre de Lampedusa devient un lieu fonctionnellement ambigu : formellement centre d'accueil, il commence à remplir de temps en temps des fonctions de centre de détention.⁹ La détention prolongée dans la structure de Lampedusa devient au contraire habituelle, à partir de 2002, quand la loi Bossi-Fini¹⁰ prolonge la durée maximale de la détention de trente à soixante jours.
- 20 Aussi, à partir de 2002, le centre de Lampedusa n'est plus (seulement) un centre d'accueil mais aussi (sinon surtout) un centre de rétention. Le centre est souvent surpeuplé. Bien que les migrants soient privés de liberté et n'aient pas la possibilité de sortir ; bien qu'ils ne soient donc pas visibles physiquement, ils n'en sont pas pour autant invisibles. Leur présence régulière et massive commence à changer la nature de l'île, lui donnant l'aspect d'une frontière : la situation est en effet radicalement différente selon que le centre (avec une capacité maximale de 186 places) accueille seulement quelques dizaines de personnes ou qu'il en accueille 500, voire 600 (comme en août 2005). La pratique d'utiliser le centre d'accueil comme centre de rétention, et d'augmenter de façon démesurée aussi bien le nombre de retenus que le temps de rétention, s'affirme à partir de 2002 et se confirme jusqu'en 2006¹¹.
- 21 En 2002, il y a aussi un changement dans la gestion de la structure. Jusque-là celle-ci était confiée à la Croix rouge italienne, qui la gérât grâce au travail bénévole de dizaines de volontaires. En 2002, la gestion est confiée à la confraternité de la Miséricorde, et les termes de l'accord avec le Ministère de l'intérieur sont modifiés. Dans la structure intervient désormais un personnel salarié, et le ministère attribue au gestionnaire une somme précise par journée de séjour et par personne. Au volontariat de l'accueil se substitue, donc, le professionnalisme de la gestion des frontières.¹² A l'argent destiné directement à la gestion de la structure s'ajoute aussi le chiffre d'affaires généré par la présence de militaires et d'autres opérateurs. L'intérêt

économique du gestionnaire à accueillir plus de migrants pour des périodes plus longues coïncide avec l'intérêt politique du gouvernement. Selon Giusi Nicolini, écologiste élue maire de Lampedusa en 2012, le gouvernement a délibérément choisi Lampedusa comme centre de regroupement et de tri, dans un accord tacite entre ceux qui organisent le voyage et ceux qui organisent l'accueil. A Lampedusa sont aussi transférées les barques interceptées à cent milles de l'île, alors qu'elles partaient pour de tout autres destinations, de façon à éviter « qu'elles ne débarquent en Sicile ou à Pantelleria, l'île des VIP ». La « frontiérification » de Lampedusa se ferait donc, selon Nicolini, « dans le cadre de l'intérêt réciproque de l'Etat, d'une part, qui concentre (...) l'urgence de l'immigration en un lieu petit et éloigné, et des immigrés, d'autre part », qui savent pouvoir compter sur un système de gestion de la frontière qui les interceptera, les escortera et les accueillera à Lampedusa (Liberti, 2008, p.189-191). De là, tôt ou tard, ils seront transférés sur le continent, et, s'ils ont de la chance, seront libérés (en raison des délais ou parce que les centres sont pleins) ou réussiront à s'évader.

22 Il faut souligner que le « système » qui est ainsi construit à Lampedusa est unique en son genre. Une telle structure opérationnelle, dotée de personnel salarié, n'existe sur aucune autre des petites îles italiennes. Pantelleria, l'île italienne la plus proche de l'Afrique, n'en est pas dotée. Il y a eu un centre d'accueil informel, dans les années 90, mais il ne devint jamais une structure permanente. A partir du moment où le centre de Lampedusa s'est institué, celui de Pantelleria finit par disparaître, pour n'être temporairement rétabli que dans des circonstances exceptionnelles.

23 C'est dans ce contexte, en 2002, que se manifeste la volonté du second gouvernement Berlusconi d'intensifier le contrôle des frontières maritimes et de l'étendre jusque dans les eaux internationales en utilisant des navires et des avions militaires. En réalité, il existe déjà des patrouilles dans les eaux internationales : depuis 1995, dans le Canal de Sicile, interviennent – en plus des vedettes des gardes-côtes, de la capitainerie du port, des carabinieri et de la police, qui sont basées à Lampedusa – « des bâtiments de la Marine militaire, qui interviennent surtout dans la zone maritime jouxtant les eaux territoriales italiennes » (Camera.it, 1997). Toutefois, l'activité de surveillance s'intensifie à cette période. Sans doute cela explique-t-il, en partie, l'augmentation du nombre de personnes arrêtées à la frontière maritime italienne pour entrée irrégulière. Il semble que, avec l'intensification des contrôles dans les eaux internationales, à partir de 2002 on commence à intercepter bien au large des côtes italiennes une partie de ceux qui, autrement, seraient morts durant le voyage ou, ayant abordé les côtes méridionales de la Sicile, se seraient dispersés sans être repérés. Mais surtout, en augmentant les interceptions dans les eaux internationales, on augmente le pouvoir de décider en quel lieu faire débarquer les migrants : la grande majorité de ceux qui sont interceptés à partir de 2002 sont transportés à Lampedusa, ce qui alimente le « système » en voie de consolidation.

24 Ainsi le centre d'accueil et de rétention de Lampedusa joue-t-il un triple rôle dans le processus de « frontiérification » de l'île. En premier lieu, il permet la détention prolongée d'un nombre élevé de migrants : certes, à certaines périodes, la structure fonctionne comme un centre de premier secours et d'accueil, et les migrants sont généralement répartis dans d'autres structures italiennes en quelques jours ; mais à d'autres moments (entre 2002 et 2006, entre 2008 et 2009, en 2011 et en 2013), la structure fonctionne, indépendamment de son statut juridique, comme un centre de détention, et les « hôtes » y sont détenus bien plus longtemps, violant parfois les principes constitutionnels les plus élémentaires (voir l'article d'Annalisa Lendaro dans ce numéro). En 2011, alors que cette structure d'accueil ne devrait fonctionner que pour

fournir le premier secours et le premier accueil, les migrants peuvent être retenus parfois plus de vingt jours sans avoir même bénéficié d'une décision judiciaire concernant leur statut (Senato della Repubblica, 2012, p.115). Dans d'autres situations, les migrants, après avoir été retenus à Lampedusa pour une période supérieure au temps prévu pour les premiers secours, ont été transférés vers d'autres centres de rétention en Italie, sans que les jours passés à Lampedusa n'aient été pris en compte dans le calcul du temps passé en rétention, alors que la loi impose un seuil.

25 En second lieu, à partir du moment où se consolide le « système » qui s'organise autour du centre, les autorités italiennes déroutent vers l'île quasiment tous les migrants interceptés dans le Canal de Sicile (à l'exception de ceux qui sont très proches des côtes siciliennes ou d'autres îles), alors qu'au moins une partie de ceux-ci se dirigeaient vers d'autres zones.

26 Enfin, la gestion de la structure et le nombre plus élevé de débarquements attirent sur l'île un grand nombre de personnes. L'identité d'un lieu (et donc sa « frontiérification ») est aussi due, et peut-être surtout, à ceux qui y vivent, qui y travaillent, qui y passent. Les autres îles siciliennes mineures sont peuplées seulement de résidents occupés par le tourisme et la pêche ainsi que, selon les saisons, de touristes. Lampedusa, elle, est peuplée aussi de groupes de personnes liées aux activités de contrôle et de gestion de la frontière (Frieze, 2012) : carabinieri, membres de la Guardia di Finanza, gardes-côtes ; policiers italiens et étrangers ; fonctionnaires communautaires de l'agence Frontex ; médecins, médiateurs culturels, juristes et intervenants humanitaires des ONG nationales et internationales ; responsables politiques italiens et européens (venus pour inspecter le centre de rétention, négocier avec la population ou exploiter, durant une campagne électorale, la visibilité de l'île) ; journalistes venus pour s'informer sur le contrôle migratoire ; chercheurs et artistes venus pour étudier ou interpréter celui-ci ; activistes arrivés pour le critiquer, etc. (Voir aussi Lendaro, dans ce numéro).

27 Ceci entraîne - avec l'augmentation du nombre de migrants et de la durée de leur séjour - une radicale transformation de la population, du paysage humain de l'île, et fait vertigineusement croître le degré de « frontiérification » de Lampedusa¹³.

Changement de route : le tournant tunisien

28 Un autre facteur déterminant de la « frontiérification » de Lampedusa est, en 2004, la décision tunisienne de collaborer avec l'Italie. Jusqu'alors pour les Tunisiens, les Algériens, les Marocains et les Subsahariens, la Tunisie était le point de départ idéal pour rejoindre l'Italie par mer. Les routes utilisées sont diverses : selon que l'on part du Cap Bon, des ports proches de Tunis ou de ceux du Sahel, les destinations peuvent être la Sicile sud-occidentale, l'île de Pantelleria, Lampedusa ou la Sicile sud-orientale (Boubakri, 2004, p.11).

29 Le tournant qui va changer ce scénario commence en décembre 2003, quand le gouvernement de Ben Ali obtient du gouvernement Berlusconi une augmentation des contreparties qui l'amène à signer un nouvel accord de coopération (le premier, conclu en 1998 n'avait pas satisfait l'Italie, notamment en matière d'arrivées irrégulières de Tunisiens). Aussi le gouvernement tunisien prend-il une série de mesures qui frappent aussi bien les citoyens tunisiens que les étrangers en transit vers l'Italie. La réforme du code du commerce maritime et celle du code de la navigation maritime, en janvier 2004, visent à décourager l'usage d'embarcations locales pour les traversées. Dans les

mois suivants, la réforme de la loi sur les passeports introduit la possibilité de lourdes peines pour toute activité liée aux migrations irrégulières. Ces mesures sont accompagnées d'un renforcement des contrôles des côtes tunisiennes par les autorités du pays. Si jusqu'alors partir d'un port tunisien et rejoindre les eaux internationales était relativement simple, à partir de 2004 la probabilité d'être intercepté dès le moment du départ (ou dans les eaux territoriales tunisiennes) s'accroît fortement.

30 Tout ceci repousse les migrants (tunisiens ou non) au-delà de la frontière avec la Libye. Les routes tunisiennes sont presque complètement abandonnées (sauf en 2011 où elles sont reprises quand la révolution en Tunisie fait sauter le système de contrôle des côtes). Les départs par la Libye s'intensifient alors, en particulier par les côtes de la Tripolitaine (voisines de la frontière tunisienne), à partir desquelles Lampedusa est la destination la plus proche. Ceci explique, au moins en partie, l'augmentation des arrivées dans l'île en 2004 : le taux des débarquements à Lampedusa sur le total des arrivées en Sicile augmente de 14 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, et demeure jusqu'en 2008 supérieur au taux de 2003 (voir tableau 1)¹⁴.

31 Le « tournant » tunisien suggère aussi une autre réflexion. L'adoption de nouvelles lois et le renforcement de la surveillance des frontières maritimes dans les pays nord-africains sont mal acceptés par les populations locales. Les gouvernements hésitent à les mettre en œuvre. En effet, les transferts financiers des émigrés, non seulement, assurent la survie de nombreuses familles tunisiennes, mais, en outre, constituent une part importante du PIB du pays. Faire obstacle à l'émigration - ne serait-ce qu'à l'émigration irrégulière - est un acte antiéconomique pour toute la nation, et un choix très impopulaire. Aussi, si le gouvernement tunisien prend des mesures répressives, ce ne peut être que sous la pression de l'Italie et à la condition d'obtenir des contreparties politiques, techniques et économiques (Cuttitta, 2006). On peut donc affirmer que tant la diminution des arrivées en provenance des côtes tunisiennes que l'augmentation des arrivées depuis les côtes libyennes (et l'augmentation induite des débarquements à Lampedusa) sont le fait, en dernière analyse, de l'action gouvernementale italienne.¹⁵

Exagérer les crises, intensifier la « frontiérification »

32 Edelman (1992) a montré comment des problèmes peuvent être construits pour justifier le choix de certaines solutions, de façon à légitimer l'augmentation du pouvoir politique. Mountz (2010, p.xvii) a noté comment les crises mises en scène par les États se passent souvent « aux limites géographiques du territoire national : dans les îles, les aéroports, en mer et dans des centres de détention *offshore*, où se croisent autorités publiques et migrants ». Lampedusa en est un exemple très clair.

33 Si la « frontiérification » d'un lieu est liée non seulement au rôle que celui-ci joue dans le système de contrôle et de gestion de l'immigration, mais aussi au caractère plus ou moins problématique du fait migratoire dans ce lieu, construire et exagérer les crises revient à élever le taux de « frontiérification » de cet espace. Si Lampedusa avait toujours et seulement été un lieu de transit bien organisé ; si les migrants y avaient toujours été accueillis avec dignité puis transférés ailleurs, le taux de « frontiérification » de l'île aurait été élevé, pour les raisons déjà évoquées. Cependant, le caractère problématique et urgent du phénomène aurait été absorbé par une réalité locale réglée et bien ordonnée. L'île, au contraire, traverse des moments de crise qui la projettent au centre de l'attention politico-médiatique, augmentant vertigineusement son taux de « frontiérification ». Les deux

crises les plus révélatrices ont eu lieu en 2009 et 2011.

34 Fin 2008, le nouveau gouvernement décide de ralentir le rythme des transferts depuis l'île, précisément au moment où les arrivées (surtout tunisiennes) augmentent. Aussi le centre d'accueil se remplit-il de façon invraisemblable. Sa capacité officielle est de 381 places (augmentée en cas d'urgence à 804), mais 1560 personnes s'y trouvent le 11 novembre et 1572 le 28 décembre. Le 30, le gouvernement annonce que, désormais, tous les migrants qui arrivent seront retenus sur l'île pour une période indéterminée, jusqu'à leur rapatriement. De novembre 2008 à mars 2009, des centaines de personnes seront retenues pour des périodes plus longues que celle prévue par la loi pour les centres de rétention (soixante jours). Depuis 2006, la structure est considérée comme un centre d'accueil, mais en janvier 2009 le gouvernement en fait un centre de rétention, et annonce la construction d'une seconde structure. Ceci déclenche la réaction de la population locale, qui ne veut pas voir son île transformée en prison. Le 23 janvier, les habitants organisent une manifestation de protestation. Ce jour-là, beaucoup des 1840 migrants qui sont alors détenus dans l'île sont, de façon étonnante, laissés libres de sortir. Les journaux télévisés diffusent les images d'habitants de Lampedusa et de centaines de migrants manifestant à travers l'île. En réponse, les autorités envoient des centaines de policiers, de carabinieri et de membres de la Guardia di finanza pour rétablir l'ordre. Fin janvier, on en compte quasiment un pour dix habitants : la militarisation scelle la « frontiérification » de l'île. Le début d'une série de reconduites vers la Tunisie fait alors exploser une protestation des migrants détenus - dans un centre encore surpeuplé -, et, le 18 février, le centre est incendié et à moitié détruit.

35 La crise de 2009 contribue à construire le phénomène migratoire - et la frontière en général - comme un problème de sécurité. Elle sert à justifier l'adoption de mesures exceptionnelles, comme l'allongement du temps de détention maximal de deux à six mois¹⁶ et la reprise des expulsions collectives vers la Libye. Les patrouilles conjointes italo-libyennes commencent le 6 mai : à partir de ce jour, plus de 1400 personnes, interceptées dans les eaux internationales, seront envoyées de force en Libye, ce qui sera plus tard jugé illégal par la Cour européenne des droits de l'homme¹⁷.

36 Au début de 2011, au contraire, la structure de Lampedusa est vide et fermée depuis des mois, car les reconduites vers la Libye et la collaboration de Kadhafi pour arrêter les départs ont réduit les arrivées dans les eaux italiennes. Les quelques migrants interceptés en mer de 2009 à 2010 ont été par ailleurs redirigés vers d'autres ports siciliens. Lampedusa a alors été utilisée comme symbole de la frontière « vide » : mettre en scène la fermeture du centre et montrer l'île vidée de migrants revenait à démontrer la capacité du gouvernement à arrêter les arrivées. Aussi le gouvernement hésite à rouvrir la structure, même lorsqu'il est évident que les arrivées se font toujours plus nombreuses, à la faveur du Printemps arabe et de la chute de Ben Ali le 14 janvier. L'absence de transferts des migrants transforme l'île en un campement à ciel ouvert. Le 12 février, environ 4000 migrants sont contraints de dormir dans les rues de Lampedusa. Ce n'est qu'alors que l'état d'urgence humanitaire est proclamé et le centre rouvert. Les transferts commencent lentement. Fin mars, 6200 migrants se trouvent à Lampedusa : ils sont plus nombreux que les habitants (moins de 6000 personnes). Certains sont entassés dans le centre ou dans quelque structure improvisée, mais beaucoup sont sans-abris. La crise, en raison de l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, se prolonge durant l'été, jusqu'à ce qu'un nouvel incendie provoqué par les migrants ne détruise le centre et provoque sa fermeture. Le gouvernement déclare alors Lampedusa « port non sûr » et le centre ne sera rouvert qu'à l'été 2012.¹⁸ Dans ce cas aussi, la situation de crise provoquée à Lampedusa contribue à renforcer

l'interprétation du phénomène migratoire en termes de sécurité et d'urgence, favorisant l'adoption de mesures exceptionnelles. Le 23 juillet 2011, la durée maximale de détention administrative est portée à 18 mois. Fin septembre, l'île est évacuée au moyen de navires qui, pour les sept jours durant lesquels ils errent sans destination en Méditerranée, deviennent la nouvelle résidence forcée de milliers de personnes, se transformant en centres de rétention itinérants, en dehors de tout cadre juridique (Castronovo, 2011; Vassallo Paleologo, 2012, pp.191-196).

Renvoyer les migrants, dilater la frontière

37 En 1998, la loi Turco-Napolitano introduit une mesure, dite de renvoi différé (*respingimento differito*), qui finit par dilater la ligne de frontière, transformant toute l'île de Lampedusa en une zone frontière. Pour comprendre ce que cela signifie, il faut expliquer la différence entre mesure de renvoi et mesure d'expulsion.

38 Les ressortissants étrangers qui tentent d'entrer irrégulièrement sur le territoire italien sont susceptibles d'un renvoi. Dans la mesure où leur est refusé le passage de la ligne de frontière, on dit qu'ils sont refoulés à *la frontière* (i.e. depuis la frontière). Ceux qui se trouvent en situation irrégulière sur le territoire reçoivent, eux, un ordre d'expulsion. À l'ordre d'expulsion se rattachent des droits, dont celui de présenter un recours ; celui-ci est suspensif et la personne peut demeurer légalement sur le territoire en attendant le jugement. Le droit de faire appel contre un refoulement depuis la frontière n'est, lui, pas suspensif ; la mesure est donc exécutée dans le cours de la procédure (de toutes façons, il est rare que le renvoyé ait la possibilité de déposer un recours).

39 La loi de 1998 a pour particularité d'étendre la possibilité d'application du renvoi à la frontière (qui normalement concerne ceux qui sont dépourvus de documents légaux à *la frontière*, le long de la ligne de frontière) à tous ceux qui sont arrêtés *immédiatement après* avoir franchi la ligne frontière. Dans la mesure où le terme « immédiatement » (*subito* en italien) n'est pas clairement défini, les autorités de police ont la possibilité d'interpréter très largement les conditions spatiales et temporelles du franchissement illégal de la frontière. Est ainsi créée, à l'intérieur de la ligne officielle de séparation, une zone frontière flexible et indéfinie (Vassallo Paleologo, 2009).

40 Cette règle vaut pour tous les confins du territoire national. Cependant, le renvoi différé est appliqué à Lampedusa et dans les eaux territoriales environnantes plus fréquemment et pour un nombre élevé de personnes. L'importance de Lampedusa en termes de renvois différés est d'abord due au fait qu'y sont conduits, avant d'être renvoyés, les migrants interceptés immédiatement après leur entrée irrégulière dans les eaux territoriales italiennes¹⁹ ; mais aussi au fait que ceux, peu nombreux, qui réussissent à atteindre l'île par leurs propres moyens sont traités de la même façon. La déclaration du Sous-secrétaire à l'intérieur Mantovano, quand la directive européenne sur les retours entraîne la suppression de mesures restrictives du droit italien concernant la détention et la reconduite à la frontière (Masera, 2011), est à cet égard révélatrice. Mantovano, en déplorant que cette décision rende les retours plus compliqués, précise, en effet, que l'éloignement des migrants n'en sera pas affecté à Lampedusa, car l'île est une « zone frontière » à partir de laquelle les migrants irréguliers ne sont pas expulsés, mais bien renvoyés (Ilsole24ore.com, 2011). De fait, quelques semaines auparavant, le gouvernement italien a commencé les renvois de

Lampedusa vers la Tunisie, les premiers depuis la Révolution de jasmin²⁰.

Conclusion

- 41 Chaque frontière est le produit de l'action humaine. Partant de ce présupposé, nous avons reconstruit comment les politiques italiennes de contrôle de l'immigration ont déterminé la « frontiérification » extrême de Lampedusa et l'augmentation extraordinaire de sa « frontiérarité ».
- 42 Ce processus a commencé avec l'obligation de visa pour les ressortissants étrangers et l'introduction de sanctions pour les transporteurs. Ensuite, le choix de construire un centre d'accueil et de rétention à Lampedusa, et les modalités de gestion qui ont été choisies, ont transformé l'île en lieu tout désigné pour rassembler et gérer ceux qui arrivent irrégulièrement par mer. La croissance du nombre de personnes sur l'île, chargée de toutes les tâches induites par la gestion de l'immigration, consacre définitivement la métamorphose de Lampedusa de simple île en quintessence de la frontière. Concentrer les migrants dans un lieu de frontière signifie donc aussi concentrer la frontière dans ce même lieu.
- 43 De plus, en au moins deux occasions, des situations d'urgence ont provoqué artificiellement une soudaine accentuation de la « frontiérarité » de Lampedusa. Aussi bien en 2009 qu'en 2011, la crise a été provoquée par l'arrêt du transfert des migrants et, donc, par l'encombrement maximal de l'île, submergée non seulement de migrants mais aussi d'intervenants humanitaires, de journalistes, de membres des services de sécurité. A chaque fois, ce choix politique provoque de graves dommages aux migrants et aux habitants, et aboutit à des désordres. Durant des mois, les projecteurs de la politique italienne et des médias du monde entier furent braqués sur l'île, intensifiant ainsi sa « frontiérarité ». En outre, la frontiérification de Lampedusa fonctionne également en sens inverse, comme lorsque l'île est vidée de ses migrants, en 2009 et au début de 2011, et qu'elle est alors utilisée pour démontrer la capacité du gouvernement à défendre ses frontières. L'évolution liée à l'actualité récente est toutefois moins claire : le centre de rétention a été fermé de l'automne 2011 au début de l'été 2012, ce qui explique la réduction de la part des arrivées à Lampedusa sur l'ensemble des arrivées en Sicile (et en Italie). Après la réouverture du centre, la fonction de frontière par excellence de l'île reprend, mais en 2013, on observe un net changement : la part d'arrivées dans d'autres lieux (Sicile ou autres régions italiennes) augmente, notamment avec l'augmentation des réfugiés syriens et avec l'intensification des départs d'Égypte et de Turquie (qui déplacent les routes vers la mer ionienne comme en témoignent les arrivées récentes du Blue Sky M et de l'Ezadeen sur les côtes orientales de l'Italie). En décembre 2013, après la surexposition médiatique de l'île due à la visite du pape et à la tragédie du 3 octobre, la mise en ligne d'une vidéo documentant les mauvais traitements infligés aux migrants dans le centre de rétention attire l'attention de l'opinion publique sur les conditions de vie dans le centre (Rai, 2013). En conséquence le contrat avec l'organisation gestionnaire est interrompu et le centre est fermé pour restructurations. Les travaux auraient pu se terminer plus tôt mais la réouverture n'a finalement eu lieu qu'en octobre 2014. Les autorités ont probablement considéré que le degré de « frontiérarité » de l'île avait atteint un niveau excessif et contre-productif. En 2014, le territoire italien a connu le nombre d'arrivées maritimes le plus élevé dans l'absolu²¹ et Lampedusa est mise à l'écart de ces flux. Mais avec la réouverture du centre, de nouveaux chapitres de l'histoire de la frontiérification de Lampedusa restent probablement à écrire.

Bibliographie

- Airl.it, 1998a, Comunicato congiunto, 4 juillet [en ligne: <http://www.airl.it/accorditrattati2.php>]
- Airl.it, 1998b, Processo verbale, 4 juillet [en ligne: <http://www.airl.it/accorditrattati1.php>]
- BOUBAKRI, H., 2004, Migrations de transit entre la Tunisie, la Libye et l'Afrique subsaharienne : Etude à partir du cas du Grand Tunis, rapport présenté à la Conférence régionale sur « Les migrants dans les pays de transit : partage des responsabilités en matière de gestion et de protection », Istanbul, 30 septembre – 1er octobre.
- Camera.it, 1997, Comitato parlamentare Schengen-Europol. Sopralluogo a Lampedusa (18-19 e 20 luglio 1997) [en ligne: http://leg13.camera.it/_bicamerale/schengen/sopralluoghi/AGRIGENT.htm]
- CAPONIO, T. et ZINCONE, G., 2006, The Multilevel Governance of Migration, in Penninx, R., Berger, M. et Kraal, K. (dir.), *The Dynamics of Migration and Settlement in Europe. A State of the Art*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 255-80
- CASAS-CORTES, M., COBARRUBIAS, S., DE GENOVA, N., GARELLI, G., GRAPPI, G., HELLER, C., et al., 2014, « New Keywords: Migration and Borders », *Cultural Studies*, doi: 10.1080/09502386.2014.891630.
- CASSARINO, J-P. (dir.), 2010, *Unbalanced Reciprocities. Cooperation on Readmission in the Euro-Mediterranean Area*, Washington, Middle East Institute.
- CASTRONOVO, A. E., 2011, Dalla « Guerra dei disperati » alle navi galera, in Mannoia, M. (dir.), *Il silenzio degli altri. Discriminati, esclusi, invisibili*, Rome, XL edizioni, p. 83-94.
- CONSEIL DE L'EUROPE, 2007, Rapport au Gouvernement de l'Italie relatif à la visite effectuée en Italie par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du 16 au 23 juin 2006, CPT/Inf (2007) 26, [en ligne: <http://www.cpt.coe.int/documents/ita/2007-26-inf-fra.htm>], date de consultation: 21 juin 2014.
- CUTTITTA, P., 2006, I confini d'Europa a Sud del Mediterraneo. Strumenti e incentivi per l'esternalizzazione dei controlli, in Cuttitta, P. et Vassallo Paleologo, F. (dir.), *Migrazioni, frontiere, diritti*, Naples, ESI, p. 13-40.
- DEL GRANDE, G., 2007, *Mamadou va a morire. La strage dei clandestini nel Mediterraneo*, Due Santi di Marino, Infinito.
- DELL'AGNESE, E., 2005, *Geografia politica critica*, Milan, Guerini.
- EDELMAN, M., 1992, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago-London, University of Chicago Press.
- Fortresseurope.blogspot.it, 2011, Deportati in Italia. La mano del ra'is dietro gli sbarchi, 27 mai [en ligne: <http://fortresseurope.blogspot.it/2011/05/deportati-in-italia-dietro-gli-sbarchi.html>]
- FRIESE, H., 2012, « Border Economies. Lampedusa and the Nascent Migration Industry », *Shima: The International Journal of Research into Island Cultures*, 6, 2, p.66-84.
- Ilsole24ore.com, 2011, Mantovano: ma l'impianto non è saltato, 29 avril [en ligne: http://www.ilsole24ore.com/art/notizie/2011-04-29/mantovano-impianto-saltato-063804_PRN.shtml].
- LIBERTI, S., 2008, *A sud di Lampedusa. Cinque anni di viaggi sulle rotte dei migranti*, Rome, Minimum Fax.
- MASERA, L., 2011, Il 'nuovo' art. 14 co. 5 ter d.lgs. 286/98 e la sua applicabilità nei procedimenti per fatti antecedenti all'entrata in vigore del d.l. 89/2011, 20 juillet [en ligne : <http://www.penalecontemporaneo.it/upload/MASERA%20ART%2014.pdf>].
- MINISTERO DELL'INTERNO, 2014, I centri dell'immigrazione. Le strutture che accolgono e assistono gli immigrati irregolari, 24 mars [en ligne: <http://www.interno.gov.it/mininterno/export/sites/default/it/temi/immigrazione/sottotema006.html>].
- MOUNTZ, A., 2010, *Seeking Asylum. Human Smuggling and Bureaucracy at the Border*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- PAOLETTI, E., 2010, *The Migration of Power and North-South Inequalities. The Case of Italy*

and Libya, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Rai, 2013, TG2, 16 décembre [en ligne: <http://www.rai.tv/dl/RaiTV/programmi/media/ContentItem-dd502f7d-9811-437f-bb29-33ca3bc96298-tg2.html>]

Repubblica.it, 2002a, I mercanti dei « nuovi schiavi ». Chi sono e come si organizzano, 25 septembre [en ligne: <http://www.repubblica.it/online/cronaca/sbarcodue/mercanti/mercanti.html>]

Repubblica.it, 2002b, Naufragio in Sicilia. Recuperati altri cadaveri, 18 septembre [en ligne: <http://www.repubblica.it/online/cronaca/sbarcodue/giovedi/giovedi.html>]

RODIER, C., 2012, *Xénophobie business. A quoi servent les contrôles migratoires?*, Paris, La Découverte.

RONZITTI, N., 2009, *Il trattato Italia-Libia di amicizia, partenariato e cooperazione*, Rome, Senato della Repubblica – Servizio Studi – Servizio Affari Internazionali.

SENATO DELLA REPUBBLICA, 2012, Rapporto sullo stato dei diritti umani negli istituti penitenziari e nei centri di accoglienza e trattenimento per migranti in Italia, 6 mars [en ligne: <http://www.senato.it/documenti/repository/commissioni/dirittiumani16/Rapporto%20carceri.pdf>]

SIMMEL, G., *Sociologie : études sur les formes de socialisation*, Paris, PUF, 1999.

VAN HOUTUM, H. et VAN NATERS, T., 2002, « Bordering, Ordering and Othering », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 93, 2, p.125-136.

VASSALLO PALEOLOGO, F., 2012, *Diritti sotto sequestro*, Rome, Aracne.

VASSALLO PALEOLOGO, F., 2009, « Il respingimento differito disposto dal questore e le garanzie costituzionali », *Diritto, Immigrazione e Cittadinanza*, 11, 2, p.15-30.

Notes

1 (NdT) En Italien, il existe deux termes pour désigner la frontière : *frontiera* et *confine*. A partir de *confine*, l'auteur crée le néologisme "*confinità*" pour exprimer l'ensemble des caractéristiques qui font qu'un lieu prend la qualité d'espace-frontière : en accord avec lui, nous le rendons par un néologisme en Français : "frontiérisme". Sur la base de *frontiera*, l'auteur crée aussi le néologisme "*frontierizzazione*", action de transformer un lieu en frontière, que nous rendons en Français par le néologisme "frontiérification".

2 De même, on pourrait analyser la "frontiérisme" et la "frontiérification" d'autres contextes frontaliers européens (par exemple Ceuta et Melilla, Calais ou le fleuve Evros).

3 Cette étude est basée sur une recherche qualitative, menée par analyse de documents (médias, rapports d'ONG, documents institutionnels) et par enquête ethnographique à Lampedusa en 2005 et 2012 (avec, entre autres, des entretiens semi-directifs ou non directifs avec des professionnels de la frontière, des migrants, des habitants de l'île).

4 L'Italie est devenue pays d'immigration seulement dans les dernières décennies du siècle passé.

5 L'accord de 1985 et la convention de 1990 sont entrés en vigueur en 1995 pour les sept premiers pays signataires ; pour l'Italie ils sont entrés en vigueur le 26 octobre 1997.

6 Legge 39 del 28 febbraio 1990 (dite loi Martelli) ; Legge 40 del 6 marzo 1998 (dite loi Turco-Napolitano).

7 Qui coïncident aussi avec une augmentation en valeur absolue des débarquements en Sicile, qui passent de 5504 en 2001 à 18 225 en 2002, pour ensuite se maintenir jusqu'en 2008 au dessus de 10 000.

8 D'octobre 2004 à mars 2006, plus de 2000 migrants sont ainsi expulsés directement depuis l'île vers la Libye par les autorités italiennes. Au moins 540 sont embarqués sur 6 vols en octobre 2004, selon les principaux médias d'information. A cela s'ajoutent : « en 2005, 21 vols impliquant un total de 1642 personnes ; en 2006, un seul vol (le 28 mars 2006), impliquant 14 personnes » (Conseil de l'Europe 2007).

9 Pour une vue d'ensemble des divers types de centres d'accueil et de rétention italiens, voir Ministero dell'Interno (2014).

10 Legge 189 del 30 luglio 2002.

11 En février 2006, le gouvernement précise que la structure est un centre d'accueil. Durant plus de deux ans, les temps de transfert se réduisent alors notablement.

12 Sur le *business* de l'accueil et de la rétention des immigrés, voir Rodier (2012).

13 Pensons à des interventions aussi différentes que celles des chercheurs (y compris ma propre présence), celle de Marine Le Pen qui s'est rendue à Lampedusa pour tenir un meeting sur la place du village, celle des nombreux représentants des forces de l'ordre qui doivent y passer des périodes beaucoup plus longues (pour y « gérer » les flux migratoires). Toutes ces présences ont contribué à construire la popularité de l'île et à renforcer les éléments de son identité les plus directement liés à sa fonction de frontière.

14 Un autre facteur est à relever, même si son poids quantitatif est moindre : la collaboration de l'Égypte pour le contrôle du Canal de Suez, à partir de 2003, redirige certains migrants orientaux vers la route Libye-Lampedusa.

15 La collaboration avec l'Égypte (voir note précédente) est aussi obtenue à la suite d'intenses pressions italiennes et sous condition de contreparties importantes.

16 Decreto governativo 20 febbraio 2009.

17 Il s'agit de l'affaire *Hirsi Jamaa et autres contre Italie* (23/02/2012) qui concerne le seul groupe de migrants ayant eu la possibilité d'effectuer un recours après avoir été renvoyés en Libye en mai 2009.

18 Ceci explique la diminution des débarquements à Lampedusa en 2012 (voir tableau 1).

19 La frontière maritime est située à 12 milles des côtes.

20 On peut aussi assimiler, du moins en partie, aux renvois différés, les renvois vers la Libye effectués entre octobre 2004 et janvier 2006, et ceux effectués dans les eaux internationales (mais transitant par Lampedusa) en 2009 et 2010.

21 Plus de 100.000 entre janvier et septembre.

Table des illustrations



Titre Tableau 1 : Migrants irréguliers arrêtés aux frontières maritimes italiennes

Crédits Tableau réalisé à partir des données du Ministère de l'intérieur

URL <http://espacepolitique.revues.org/docannexe/image/3336/img-1.png>

Fichier image/png, 38k

Pour citer cet article

Référence électronique

Paolo Cuttitta, « La « frontiérisation » de Lampedusa, comment se construit une frontière », *L'Espace Politique* [En ligne], 25 | 2015, mis en ligne le 09 avril 2015, consulté le 17 avril 2015. URL : <http://espacepolitique.revues.org/3336> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3336

Auteur

Paolo Cuttitta
Researcher
VU University Amsterdam
p.cuttitta@vu.nl

Droits d'auteur

Tous droits réservés